

"Ceux qui vivent, ce sont ceux qui luttent" Victor Hugo

Sommaire

Page 3 : La solution, c'est le peuple !

Page 4 : Mon activité à l'Assemblée nationale

Page 5 : Une équipe sur tous les fronts !

Page 6 : Construisons ensemble une société juste, solidaire et écologique

Page 8 : Asile et Immigration : Du travail de terrain à l'Assemblée

Page 10 : La nécessité d'une police proche de la population

Page 12 : France insoumise : Des actions locales et nationales pour défendre l'intérêt général

Ugo Bernalicis
2e circonscription du Nord

RÉUNIONS PUBLIQUES

Venez rencontrer votre député et discuter de son bilan

18h00

Jeudi 17 mai :
Salle Marie Curie à **Mons-en-Baroeul**

Vendredi 18 mai :
Salle du conseil municipal à l'Hôtel de Ville à **Ronchin**

Lundi 28 mai : Salle Grémeaux à **Lezennes**

Lundi 4 juin :
Pavillon Saint-Sauveur à **Lille**

Jeudi 7 juin :
Salle Marianne à **Villeneuve d'Ascq**

Jeudi 14 juin :
Espace des acacias à **Hellemmes**

La solution, c'est le peuple !



Déjà presque un an de mandat, et je ne compte plus le nombre de lois de Jupiter. On pourrait se satisfaire de faire copieusement travailler les député.e.s si ce n'était au profit des intérêts particuliers et des plus riches du pays.

Supprimer l'ISF et baisser les taxes sur la finance, et en même temps augmenter la CSG pour les retraité.e.s et baisser les APL. C'est le cynisme des puissants qui promet que l'argent accumulé tout en haut de la pyramide profitera à ceux d'en dessous. Sauf que depuis 15 ans, ces choix réalisés sous la houlette de l'Union Européenne n'ont qu'un seul résultat : **creuser les inégalités.**

Et pendant ce temps, l'évasion fiscale qui détériore le financement de nos écoles, de notre police, de nos routes et de nos hôpitaux se développe sans entraves majeures.

La « start-up nation », c'est le libéralisme poussé à son extrême le plus dogmatique. Et ce n'est pas plus de liberté, c'est plus d'autoritarisme pour faire appliquer un programme anti-populaire.

J'ai appelé cela la **démocrature** : système qui garde l'apparence d'une démocratie mais qui use sans états d'âmes de méthodes dictatoriales. Pour preuve : recours aux ordonnances, renforcement des pouvoirs du ministre de l'Intérieur au détriment de l'autorité judiciaire notamment en matière anti-terroriste, affaiblissement de la protection de nos données personnelles, sélection à l'université à l'encontre des choix individuels, augmentation de la durée d'enfermement pour les personnes migrantes, parfois accompagnées de leurs enfants, lancement de missiles décidé par un seul homme, etc. La liste est longue en un an.

Face à cela, **notre groupe d'opposition organise la résistance à l'Assemblée nationale et en dehors.** A seulement 17 député.e.s nous avons abattu un travail considérable. J'ai pris ma part de ce travail en alliant systématiquement argumentaires d'opposition et amendements de proposition, inspirés de notre programme l'Avenir en commun.

Les **actions de terrain** viennent compléter le travail à l'Assemblée. Mes visites d'un hotspot à Tarente en Italie, des CRA à Lesquin et Coquelles, la situation des exilés à Calais ont nourri mes prises de positions dans l'hémicycle. L'interpellation sur les logements étudiants CROUS va aboutir à un plan d'investissement massif promis par la ministre. Mon soutien aux parents d'élèves pour avoir des professeur.e.s remplaçant.e.s en nombre suffisant a conduit à des garanties de la part du rectorat. Et la satisfaction d'avoir fait mettre la bière de notre circonscription, la Moulins d'Ascq, en pression à l'Assemblée !

Pendant cette année, j'ai acquis une conviction très forte comme député d'opposition : face à cette politique anti-sociale, **la réponse c'est vous**, c'est votre implication dans la vie de la République.

La solution, c'est le peuple !

Ugo Bernalicis, député insoumis.

Ma semaine-type

MARDI > JEUDI

À l'Assemblée nationale :

Examen des textes en séance et en commission des Lois. Dépôt d'amendements. Réunions et auditions de personnalités avec le Groupe France insoumise. Travail au sein des groupes d'étude et des groupes d'amitié.

VENREDI > LUNDI

En circonscription :

Réunions avec son équipe, les militants et sympathisants. Reçoit à sa permanence. Visite des associations, des entreprises et séances de travail sur les dossiers en cours. Inaugurations, manifestations sportives ou culturelles, vernissages, colloques...

C'est aussi un travail fait de nombreuses sollicitations : passages médias, conférences de presse, participation à des colloques (Faculté de Lille, Sciences Po Lille, Science Po Paris...).

Elu référent de la France insoumise pour les départements du Cantal, de la Manche, de la Mayenne, de la Nièvre, du Nord, du Pas-de-Calais, de la Saône-et-Loire, et pour les français domiciliés au Benelux, en Suisse et au Lichtenstein, je m'y déplace comme sur d'autres territoires à la rencontre des citoyen.ne.s.

Mon activité à l'Assemblée nationale

Qui suis-je ?

UGO BERNALICIS

28 ans, pacsé, jeune papa.

Fonctionnaire au ministère de l'Intérieur.
Ancien Vice-Président étudiant du CROUS.

Aujourd'hui, **Député du Nord au sein du Groupe parlementaire de la France insoumise.**

A l'Assemblée, je participe aux travaux de la **Commission des Lois** dont les compétences sont très étendues : Constitution et Droit électoral; Droit administratif, civil, commercial et pénal; Libertés publiques ; Police; Gendarmerie; Justice; Anti-terrorisme; Administration générale de l'État et des Collectivités territoriales; Fonction Publique.

Vice-président des Groupes d'études

Prisons et conditions carcérales - Jeux vidéo - Filière brassicole

Membre des Groupes d'amitié parlementaire
France-Belgique, France-Algérie, France-Venezuela, France-Corée du Sud, France - Cuba.

Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques.

Groupe de travail sur la démocratie numérique et les nouvelles formes de participation citoyenne.

Mission d'information sur les fichiers mis à la disposition des forces de sécurité.



Un député parmi les plus actifs !

L'activité d'un parlementaire est difficilement quantifiable notamment en circonscription où l'on ne peut juger objectivement de sa proximité avec les citoyens, de l'efficacité de ses interventions. L'ensemble de mon travail est consultable sur le site internet de l'Assemblée nationale.

Une équipe sur tous les fronts !

> Permanences parlementaires

Permanence parlementaire :
136, rue Roger Salengro 59260 Hellemmes
Sur rendez-vous : ugo.bernalicis@assemblee-nationale.fr

Permanences en mairie :

A Lezennes : Tous les premier mardi du mois de 15h30 à 17h30.

A Ronchin : Tous les premier mercredi du mois de 14h à 16h.

A Mons en Baroeul : Tous les premier samedi du mois de 10h à 11 h 45.

Mon équipe, les militant.e.s et moi-même sommes disponibles pour répondre à vos sollicitations. Saisi régulièrement par des citoyen.ne.s pour des demandes de tout ordre, je continuerai à répondre à vos préoccupations et à relayer vos initiatives. Pas de passe-droit, que de l'accès aux droits !



Des centaines de logements étudiants délabrés près de chez vous.



Retrouvez "Ça arrive près de chez vous" et toutes mes vidéos sur Youtube

effort suite à la baisse de cinq euros de l'allocation logement, j'ai questionné le gouvernement sur l'application de cette recommandation aux CROUS.

La 2e circonscription du Nord est celle qui compte le plus grand nombre de logements étudiants CROUS. L'Etat n'investit pas assez et beaucoup de ces logements sont indignes. J'ai interpellé de nombreux élus, le préfet, l'agence régionale de santé et la ministre à de très nombreuses reprises pour obtenir des rénovations urgentes. La ministre s'est enfin engagée à accélérer le calendrier des rénovations.

Emmanuel Macron ayant demandé aux bailleurs de faire un

Le mot 'd'Anne Conti, députée suppléante

Etre députée suppléante, hellemmoise et artiste.

Etre sur le terrain, dans nos villes, dans nos quartiers.

Etre à l'écoute des préoccupations.

Etre au rendez-vous, être en lien.

Etre moteur auprès des Groupes d'Action constitués de citoyennes et citoyens motivé.e.s par un programme : L'Avenir en commun.

Porter ensemble le projet de la France insoumise et relayer les trois campagnes choisies cette année : La sortie du nucléaire, L'évasion fiscale et En finir avec la pauvreté.

Saluer les militantes et militants et appeler les sympathisantes et sympathisants à ne pas hésiter à nous rejoindre pour construire un avenir en commun, humaniste, écologique et démocratique.



Anne Conti

Mon activité en chiffres

Sur 10 mois, 35 semaines d'activité :

60 présences en réunion de commissions
337 interventions en commissions
616 interventions longues dans l'hémicycle
366 amendements proposés
20 propositions de loi signées
19 questions écrites
5 questions orales

9ème pour le nombre d'interventions en commissions et 11ème pour le nombre d'interventions longues en hémicycle (Source: nos.députés.fr)



Construisons ensemble une société juste, solidaire et écologique

Le gouvernement des riches pour les riches : Macron contre les salariés, les précaires et les chômeurs

Des fraudeurs fiscaux protégés, des chômeurs soupçonnés et épiés



Le refus des gouvernements successifs de s'attaquer à ce problème entraîne la casse des services publics. Aujourd'hui, on met le projecteur sur les chômeurs fraudeurs pour justifier la baisse de toutes les prestations sociales. Il faut prendre l'argent là où il est.

"Séparons le Medef et l'Etat"

Malgré les scandales bancaires liés à l'évasion fiscale, les banques françaises sont encore très actives dans les paradis fiscaux et y placent l'argent que les entreprises accumulent grâce au travail collectif des salariés de France. Rien n'est entrepris pour lutter contre ce fléau et les fraudeurs sont protégés par le "verrou de Bercy".

☐ Créons un pôle public bancaire et contrôlons l'activité des banques privées, séparons les banques de crédits et de dépôt pour éviter les crises bancaires. Limitons l'écart de 1 à 20 entre le salaire le plus élevé et le salaire le plus bas dans les entreprises. Donnons les moyens aux finances publiques de poursuivre les fraudeurs fiscaux.

"Quand tout sera privatisé, nous serons privés de tout"

Privatisations : Macron continue de brader l'Etat

Macron envisage de revendre au privé les aéroports, la Française des jeux, les barrages. Avec l'abandon des lignes régionales, l'ouverture des lignes au privé, la précarisation progressive des cheminots, Macron poursuit la privatisation sournoise de la SNCF. L'ouverture à la concurrence permet de faire baisser les prix affirment Macron et les Républicains. Les exemples du gaz, de l'électricité et des autoroutes démontrent le contraire.

☐ Réarmer l'Etat : les services publics privatisés doivent revenir dans le giron de l'Etat pour permettre une politique de solidarité, de partage et ne pas laisser quelques multinationales s'enrichir sur le dos de la France.

Pour la réussite de tous : une école de l'émancipation

Le dédoublement des classes de CP sans recrutement supplémentaire entraîne des problèmes de remplacement et des classes surchargées, la suppression des sections d'enseignements adaptés, la baisse du nombre d'enseignants dans le secondaire.

☐ Revalorisations de la carrière des enseignants, recrutements d'enseignants pour pallier aux besoins et accompagner les élèves en difficulté.



Pour la gratuité des transports urbains

Depuis plusieurs années, le service rendu aux usagers de Transpole se dégrade tandis que les tarifs augmentent. Tarifs en hausse, travaux en retard, dépenses excessives pour des portiques, et M. Darmanin qui ne daigne même pas siéger à la Métropole Européenne de Lille... C'est insensé !

☐ Nous souhaitons mettre en place une nouvelle politique du transport socialement et écologiquement responsable.

Les retraités ciblés par Macron

Macron augmente la CSG sur les pensions de retraite, même les plus modestes. Macron n'a toujours pas réagi face à la colère des personnels et des proches pour améliorer la situation dans les EHPAD.

☐ Pour financer la protection sociale et la dépendance, nous voulons instaurer une CSG progressive pour que chacun puisse contribuer selon ses moyens.



La santé : un bien commun à préserver

Urgences surchargées, médicaments non remboursés, profits faramineux des entreprises pharmaceutiques, conflits d'intérêts. Les hôpitaux sont sacrifiés sur l'autel de la rentabilité. Le personnel soignant est soumis à des cadences infernales. La France a pourtant les moyens d'offrir à sa population des soins de qualité.

☐ Nous proposons le remboursement des soins à 100% en mettant fin à l'entremise de mutuelles complémentaires et la création d'un pôle public du médicament

La sélection nuit à nos enfants

Le Bac ouvrait le droit pour chacun de s'inscrire à l'université et de choisir librement sa formation. Désormais, les établissements et filières choisiront leurs étudiants et les sélectionneront sur les critères de leurs choix.

☐ L'instauration de la sélection vise à écarter les bacheliers technologiques et professionnels en limitant leurs chances de poursuivre des études supérieures à l'université.

Des Ordonnances "Travail" contre les travailleurs

Le gouvernement permet aux entreprises de licencier plus facilement et ouvre un peu plus la voie à la précarisation des contrats de travail. Pour nous les entreprises et l'Etat ont une responsabilité sociale qui ne peut être déléguée au marché.

☐ Pour des emplois stables, limitons la précarité dans les entreprises en taxant davantage le recours massif aux contrats précaires. Interdire les licenciements boursiers et le versement de dividendes dans les entreprises qui procèdent à des licenciements économiques. Reconnaitre les pathologies liées au "burn out".

Donnons-nous les moyens d'une justice de proximité

Les "Chantiers de la Justice" de la ministre Belloubet visent à organiser la gestion de la pénurie de moyens, sans véritable concertation et dans des délais indécents. Cette réforme vide le contenu des tribunaux d'instance et éloigne le justiciable de la justice. Faute de moyens, la justice française fonctionne au ralenti ! Avec le groupe de la France insoumise, nous avons effectué de nombreuses auditions des organisations syndicales et des professionnels de la Justice. J'étais au côté des personnels et associations pour entendre leur réalité et leur colère lors des différents mouvements «justice morte».



Asile et Immigration du travail de terrain à l'Assemblée

Nous sommes tous des immigrés ou descendants d'immigrés. La migration est consubstantielle à l'activité humaine. Le Nord-Pas-de-Calais est un territoire frontalier, pivot des migrations vers l'Europe du Nord et le Royaume-Uni. Pour juger de la politique suivie et élaborer celle qui doit ou devrait être, j'ai multiplié les déplacements. Ainsi, avec l'ensemble des député.e.s et collaborateur.trice.s du groupe de **la France insoumise**, nous avons travaillé à un contre projet intitulé **"Pour une politique migratoire humaniste, solidaire, raisonnée et réaliste"**.



En déplacement en Italie, au centre de tri des migrants dit "hotspot" à Tarente.

Tous les acteurs de terrain sont d'accord: de plus en plus nombreux, les réfugiés continueront à risquer leur vie pour venir en Europe. On ne pourra pas faire face à ces défis en usant du tout-répressif.



Sur place, avec les associations d'aide humanitaire aux réfugiés à Calais.



Visites des Centres de Rétention Administrative de Coquelles et Lesquin.

Ces discussions et ces échanges nourrissent la réflexion, mes interventions et nos amendements à l'Assemblée. Elles permettent de **prendre la mesure du défi humanitaire** que la France doit relever. Les murs, les barbelés et la chasse aux migrants sont le socle d'une **politique inhumaine, inefficace et gaspilleuse** de moyens policiers et financiers.

A l'Assemblée, le Gouvernement et la majorité En marche **durcissent** la politique d'asile et d'immigration. Ainsi, ils criminalisent les personnes migrantes et les citoyens français qui remplissent un devoir citoyen en leur venant en aide.

Chaque pays reporte ses problèmes sur ceux situés plus au Sud. La position de **la France insoumise** est claire : **nous condamnons la politique migratoire de l'Europe, les honteux accords de Dublin, et ceux du Touquet et de Sangatte qui conduisent à la constitution de points de fixation des réfugiés à Calais, à Paris et à l'afflux de mineurs non accompagnés dans la Métropole Lilloise.**



A l'écoute et impliqué avec les fonctionnaires de la Cour national du Droit d'asile (CNDA) et de l'Office français de protection des Réfugiés et des Apatrides (OFPRA).

En Commission des Lois à l'Assemblée nationale.

Le projet de loi du ministre de l'Intérieur Gérard Collomb s'affiche hypocritement comme "humaniste". Mais les mesures adoptées visent à restreindre l'accès au droit d'asile et à priver davantage de libertés les sans papiers. **Grâce à Macron et sa majorité de godillots, la France continuera à enfermer des enfants et des nourrissons dans ses centres de rétention.** Le point d'équilibre, cher à Macron, se situe entre les Républicains et le Front national.

Malgré la mobilisation de toute la société civile (avocats, associations, Défenseur des Droits...), Emmanuel Macron et son gouvernement ont fait voter en avril à l'Assemblée la loi la plus répressive de la Ve République envers les exilés.

#LOIASILEIMMIGRATION

SON PROJET :
Maintien de la rétention des mineur.e.s dans les CRA



NOTRE PROJET :
UNE POLITIQUE MIGRATOIRE HUMANISTE

La France insoumise
Interdire la rétention des mineur.e.s
La place d'un enfant n'est pas dans un CRA

Nos propositions alternatives au projet de loi Collomb sur l'immigration et l'asile sont autant de lignes claires et concrètes :

- de définir une **politique migratoire concertée** à l'échelle internationale et européenne;
- d'accueillir **dignement** les personnes migrantes;
- de **garantir le droit d'asile** et créer de nouveaux statuts;
- de **dépénaliser le séjour irrégulier** et de lutter contre les trappes à clandestinité et à précarité;
- de donner aux migrant.e.s les moyens d'une **insertion et d'une citoyenneté réussies.**

La nécessité d'une police proche de la population

L'état d'urgence est mort. Vive l'état d'urgence.

Le gouvernement n'a pas mis fin à l'état d'urgence puisque les dispositions de celui-ci ont été intégrées dans le droit ordinaire. Nous sommes désormais dans une démocratie. C'est une menace grave pour la démocratie et les droits fondamentaux de chaque citoyen.

Le ministre de l'Intérieur a notamment désigné les quartiers de Fives et de Moulins pour le déploiement de sa "Police de sécurité du quotidien". Changement réel ou coup de communication? Pour l'instant, le gouvernement n'a pas décidé de mesures concrètes pour favoriser le rapprochement police/population à l'échelle du pays. Les moyens humains et financiers sont insuffisants. Les fonctionnaires de police ne doivent pas être cantonnés à agir en réaction aux événements ou à patrouiller et contrôler sans but. Les services publics doivent réinvestir le terrain et épauler les policiers dans des stratégies locales de sécurité globale.

Le tout-prison n'est pas la solution

Suite aux violences commises sur les surveillants, l'ensemble des personnels pénitentiaires s'est mobilisé pour une revalorisation de leur statut. Vivre à trois dans dix m² n'est supportable pour personne. L'aggravation de la surpopulation carcérale et les



Visite au centre pénitentiaire de Longuenesse

conditions de travail et de vie ont généré un climat de violence quotidienne entre personnes détenues et fonctionnaires. Pour la France insoumise, les personnels de surveillance ne sont pas des "ouvriers de porte" condamnés à une gestion des mouvements. Il faut réhumaniser les prisons et pas seulement mettre de l'humain.

Particulièrement investis sur cette thématique, nous avons avec mon équipe parlementaire, chercher à porter une voix singulière sur ces questions en prônant une politique pénitentiaire déagée du "tout-carcéral".

Nos principes directeurs sont la primauté de la réinsertion, le développement des mesures en milieu ouvert pour faire de l'incarcération l'exception.

Pour la France insoumise, il faut :

- **Retisser les liens entre policiers et la jeunesse** en établissant un récépissé de contrôle d'identité, proposition de loi déposée par la France insoumise.
- **Lutter contre la délinquance en col blanc.** La justice est trop lente dès qu'il s'agit de juger les puissants, cela crée un sentiment d'injustice insupportable.
- **Augmenter la durée de formation initiale des policiers**, largement inférieure à ce qui se fait en Europe du Nord.
- **Créer des comités de suivi de la Police de sécurité du quotidien** associant les habitants au suivi de ces dispositifs.
- **Redéployer les services publics** (santé, éducation, aide à la personne, politique de soutien aux associations...) partout pour ne pas laisser les policiers seuls face à des habitants abandonnés par la République.



Ugo Bernalicis
@UgoBernalicis

Contre l'enfumage d'En Marche, il faut au contraire défendre la légalisation du cannabis, sur le modèle par exemple de l'alcool !
Privilégier l'approche sanitaire pour les usagers est un impératif.

Celle-ci doit être réservée aux profils les plus criminogènes pour la sécurité de nos concitoyens.

Il ne faut plus construire une seule place de prison !
Comme nos voisins européens, la France insoumise vise la déflation carcérale.
C'est la réinsertion qui permet de lutter le plus efficacement contre la récidive. Selon l'aveu même des personnels, beaucoup trop de personnes détenues n'ont rien à faire en prison et pourraient parfaitement exécuter leur peine en milieu ouvert. Pour cela, il faut donner aux agents pénitentiaires les moyens d'exercer le suivi des personnes détenues en valorisant des structures à taille humaine.



Le bracelet électronique : une alternative à la détention ?

France insoumise : Des actions locales et nationales pour défendre l'intérêt général

Pour sortir du nucléaire et promouvoir les énergies renouvelables



Le Groupe de la France insoumise reçoit l'ancien Premier ministre japonais au moment de la catastrophe de Fukushima et qui milite aujourd'hui pour la sortie du nucléaire.



Les militant.e.s de la France insoumise organisent une votation sur ce thème pour sensibiliser et informer.

Compteurs Linky : EDF

Nous nous opposons aux gâchis que représente l'installation des compteurs Linky car c'est vous qui le paieriez à travers vos factures d'électricité. Ces politiques hasardeuses détériorent le service public de l'énergie.



Réunion d'information sur les compteurs Linky co-organisée par des citoyens et des membres de la France insoumise.

Des groupes d'action présents dans la circonscription



Un grand bravo aux militant.e.s de la France insoumise !

Pour rejoindre un groupe d'action et/ou rejoindre un événement, rendez-vous sur :

La France insoumise

www.lafranceinsoumise.fr

Suivez mon actualité sur les réseaux sociaux !



@UgoBernalicis



@UgoBernalicis



Ugo Bernalicis

www.ugobernalicis.fr